

## **INTERVENTION DE SUZY CHEVET: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...**

**Le Président:** Suzy Chevet (Syndicat du Travail et de la Main-d'Œuvre), Ministère du Travail.

**Suzy Chevet:** Camarades, les syndicats départementaux que je représente voteront le rapport moral. Même s'il existe un certain nombre de points sur lesquels nous sommes en complet désaccord, ces points ayant été du reste évoqués à plusieurs reprises dans les interventions d'hier, nous voterons le rapport moral parce que notre Confédération, fidèle au syndicalisme pur, est tout de même restée une organisation syndicale au caractère international traditionnel.

Elle a su atteler à son chariot pourtant chargé, cet axiome indispensable à *«l'homme dans la cité»*: *«Tout ce qui est humain est nôtre»*. C'est un axiome qu'ils n'ont jamais oublié.

Quelles que soient les préoccupations, les tâches que nous discutons âprement parfois, nos camarades du Bureau Confédéral n'oublient pas de saupoudrer, d'intégrer tous leurs actes d'une solide et fidèle solidarité, d'un humanisme indiscutable. On ne fait jamais appel en vain à eux à ce sujet, que ce soit les modestes militants de la base, l'étranger qui travaille sur les chantiers ou le militant chevronné.

Lorsque, dernièrement, le Ministère de l'Intérieur, sous l'injonction de Franco fit arrêter 21 syndicalistes espagnols, notre Confédération, suivie ensuite de quelques Fédérations et d'U.D., prit résolument la tête des protestations et manifestations contre l'arbitraire.

Permettez-moi, camarades, pendant quelques minutes, de vous entretenir du sort de l'Espagne.

Cette lutte, du reste, contre les méthodes gouvernementales, est en même temps une lutte pour nos libertés à nous autres Français. Jamais jusqu'à présent, un Gouvernement n'avait remis en question le droit d'asile, notre pays était la terre traditionnelle de refuge de tous les proscrits politiques.

Nous avons assisté à un marchandage odieux de la part du Ministre de l'Intérieur Frey qui, au cours d'un certain voyage à Madrid, a négocié la liberté de nos camarades en échange de la neutralité d'un quarteron fasciste de l'O.A.S.

Troc abominable qui, dans l'arbitraire, ravalait le Gouvernement de Gaulle à la hauteur du gouvernement fasciste, troc immoral de la part d'un homme comme de Gaulle qui, lui aussi, pendant la dernière guerre, organisait la lutte contre un gouvernement installé dans son pays et à la solde du fascisme. (*Applaudissements*).

Aurait-on jamais imaginé le général de Gaulle, associé à Franco, l'allié d'Hitler, associé au fascisme le plus sanglant pour traquer les antifascistes espagnols qui avaient lutté dans les

maquis, participé au combat pour la libération, avaient mené les mêmes combats que nous et étaient morts par milliers dans les camps de concentration?

On chercherait en vain un délit contre ces syndicalistes espagnols arrêtés, aucun délit sur le territoire français, aucune infraction à la législation française. Ce qu'on peut leur reprocher c'est leur foi antifranquiste, c'est leur amour de la liberté, c'est leur foi en la résistance espagnole qui lutte contre Franco, dans leur pays.

Ah, mes camarades, si de Gaulle est devenu le préfet de police du général Franco et de ses mercenaires, il faut le dire... Si Franco commande à Paris, il faut qu'on le sache... Sinon pourquoi garde-t-on en prison, au régime du droit commun ces travailleurs, nos camarades qui ne pensent pas autre chose que ce que pensait de Gaulle lorsqu'il était à Londres en 1940?

D'ailleurs, la lutte pour aider les militants espagnols en lutte contre Franco devrait s'imposer à tous. Ne jamais oublier que là-bas, les libertés n'existent pas, que l'Église règne en maîtresse, que les salaires de famine alloués aux travailleurs pour de longues heures de travail provoquent des protestations qui sont noyées dans le sang. Nous avons pu savoir dernièrement tous les moyens employés par les franquistes pour écraser les mineurs des Asturies en grève, arrestations arbitraires, tortures, et comme si cela n'était pas suffisant pour marquer l'odieux de ce régime, nous avons vu des femmes de mineurs tondues au cours de scènes de sadisme, tondues!... dernier échelon de ce que l'on doit à la dignité humaine et celle de la femme en particulier.

Aujourd'hui, après la déclaration solennelle de 200 intellectuels espagnols, personne ne peut plus nier la brutalité, la sauvagerie, l'impensable cruauté des hommes de Franco.

En Espagne, les prisons sont pleines; on exécute, on a exécuté dernièrement par le garrot, après une procédure et des méthodes qui relèvent du Moyen-Age et de l'Inquisition, deux jeunes militants espagnols absolument innocents de ce dont on les accusait.

Il faut remonter loin dans l'histoire pour voir des peuples dits libres tolérer sans révolte un régime qui déshonore tous les organismes auxquels on a osé l'intégrer. Il serait bon que notre organisation Force Ouvrière réclame le départ immédiat de ce fléau qui déshonore toutes les organisations internationales démocratiques qui comptent un Franco comme adhérent.

Le problème espagnol, camarades, nous intéresse plus particulièrement, nous autres militants de F.O.

Ces hommes qui, depuis presque trente ans, vivent près de nous, combattent avec nous, appartiennent aux deux grandes centrales syndicales espagnoles: l'U.G.T. socialiste, la C.N.T. libertaire.

Or, ces deux grands courants de la pensée ouvrière sont réunis dans notre organisation Force Ouvrière. Sur la terre d'exil l'unité entre elles deux s'est réalisée, c'est ce qu'on nomme l'*Alliance Syndicale*.

Cela nous impose le devoir de les protéger toutes les deux. L'affaire espagnole s'inscrit dans un contexte international où toutes les grandes nations, celles de l'Est comme celles de l'Ouest, possèdent une responsabilité majeure.

Mais parfois, on se prend à douter qu'avec les luttes qui opposent ces nations, elles pensent énergiquement et efficacement à extirper de la carte d'Europe ce chancre infernal que représente l'Espagne franquiste.

C'est dire que tout l'avenir de l'Espagne repose sur la lutte du mouvement ouvrier français et du mouvement ouvrier international. L'Espagne sera libre un jour, nous autres militants ouvriers, nous ne pouvons en douter un seul instant, mais faisons en sorte que la date soit la plus rapprochée possible. Le caractère traditionnel de notre syndicalisme Force Ouvrière s'inscrit en tout premier dans ce grand courant de solidarité et il faut bien le dire de révolte pour lutter pour la libération de l'Espagne.

Je vous demande de créer au sein de la Commission Internationale: la Commission pour la Défense de l'Espagne Libre; ne laissons pas aux autres le soin de défendre l'Espagne.

Nous savons de quelle manière ils s'en emparent. Quelques-uns d'entre nous ont pu le juger l'autre soir, à la Conférence Européenne ici même dans cette même salle. Il y aurait tant et tant à dire sur le sort de nos camarades espagnols antifranquistes!...

Lorsque vous rentrerez dans vos départements respectifs, je vous demande, camarades, d'intensifier sans attendre la lutte pour l'Espagne, pour hâter sa libération. A l'instar des U.D. de Maine-et-Loire, de l'Eure, de l'Isère, de la Loire, qui ont, depuis l'arrestation de nos camarades, le sept dernier, organisé des meetings, fait des protestations, édité tracts et affiches. Nous les remercions bien sincèrement et souhaitons ardemment que leur exemple soit suivi.

D'ores et déjà, la minute présente, je vous demande, camarades, de mettre tout en œuvre pour faire libérer nos camarades espagnols emprisonnés à la Santé - 21 militants ouvriers, parmi les meilleurs d'entre nous, 21 camarades arrêtés par un beau matin d'automne ce 11 septembre dernier, alors qu'ils se rendaient à leur travail -- 21 amis, la plupart adhérent au syndicat Force Ouvrière de leur usine ou de leur entreprise, 21 camarades qui croyaient encore que sur le sol français, ils pouvaient après leur longue souffrance, vivre des heures claires et familiales - 21 camarades qui se sont crus au temps où par lettre de cachet on «*embastillait*» les gens... Camarades, aidez-nous! Je vous en supplie, à faire libérer ces camarades. Le monde du travail et le monde de la pensée doivent prendre nos camarades réfugiés espagnols sous leur protection. Faisons en sorte, camarades ouvriers, comme le disait la protestation indignée des intellectuels français: «*Que Cervantes et Lorca continuent à avoir droit de cité dans la patrie de Voltaire et d'Albert Camus*». (Applaudissements.)

-----

## **INTERVENTION DE SUZY CHEVET: DISCUSSION SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE...**

**Le Président:** La parole est à la camarade Suzy Chevet.

**Suzy Chevet:** Il y a un paragraphe où je voudrais que l'on fasse un additif en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles.

«*Le Congrès appelle ses syndicats à intensifier leur action pour amélioration constante de l'hygiène, etc... Il considère que la réussite de toute action de prévention des accidents et maladies du travail est conditionnée par la participation active des représentants des travailleurs*».

C'est très bien la prévention, on doit la placer en premier mais il y a le sort de nos camarades accidentés du travail et les conditions de calcul de leurs rentes. Lorsqu'il leur est attribué une rente évaluée à 50% d'incapacité, ils ne touchent que 25% puisqu'on leur diminue déjà

25%. Je demande que l'on se penche sur les conséquences de ces choses injustes.

De plus dans les Commissions techniques chargés d'apprécier l'état de nos camarades accidentés, je voudrais qu'on fasse appel encore plus qu'à des professionnels, à des gens capables de juger. Je demande qu'on se penche sur ces problèmes importants et que l'on ajoute qu'il faut intensifier la défense des droits des accidentés du travail.

Il existe une autre injustice, c'est celle qui est faite sur le forfait des camarades travailleurs de la Fonction publique. On pourrait également se pencher sur ce problème en alignant les droits des accidentés du travail de la Fonction publique sur le sort des camarades ouvriers. (*Applaudissements*).

-----